

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU GARD
14, rue du Cirque Romain,
30921 NIMES CEDEX

**Gardiennage et surveillance des locaux
de la C.P.A.M. du Gard**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Table des matières

Gardiennage et surveillance des locaux.....	1
de la C.P.A.M. du Gard	1
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	1
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2. TYPE DE MARCHE	3
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 4.1. Ordre des pièces	5
Article 4.2. Portée des pièces du marché.....	6
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.1. Dispositions particulières	6
5.2. Moyens d'accès.....	6
5.3. Réunions	7
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
6.1. Interventions sur site	7
6.2. Confidentialité	8
6.3. Obligations de résultat	8
6.4. Communication des incidents	8
6.5. Reprise du personnel	8
ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	9
Article 7.1. Conditions économiques d'établissement des prix	9
Article 7.2 Contenu des prix	10
Article 7.3 clause de sauvegarde	11
7.4. Clause butoir	11
7.5. Clause de réexamen	11
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT	12
Article 8.1 Répartition des paiements	12
Article 8.2 Facturation	12
ARTICLE 9. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
Article 9.1. Retenue de garantie	13
Article 9.2. Avances	13
Article 9.2.1. Avance forfaitaire	13
Article 9.2.2. Autres avances	13
Article 9.2.3. Acomptes	13
ARTICLE 10. SOUS TRAITANCE	13
ARTICLE 11. PENALITES	15
ARTICLE 12. ASSURANCES	18
ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE.....	18
ARTICLE 15. PRODUCTIONS PERIODIQUES DU TITULAIRE.....	19
ARTICLE 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	20
ARTICLE 17. CESSION DU MARCHE	21
ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES	21

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le gardiennage et la surveillance des locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard.

Prestations récurrentes :

2 types de prestations récurrentes sont concernées par le présent marché

- Gardiennage statique : agent de sureté dans les espaces accueils
- Rondes de surveillance : ronde quotidienne de fermeture des espaces accueils

Prestations occasionnelles :

Des prestations occasionnelles pourront également être demandées. Celles-ci seront prévisibles ou non.

- Mise en place de mesures conservatoires en cas de levée de doute confirmée : ronde supplémentaire nuit et WE
- Gardiennage statique complémentaire (évènement particulier, ...)
- Levée de doute (LDD) physique sur demande de la télésurveillance ou de la direction en cas de déclenchement d'alarme sur site (24h/24 et 7j/7).

Les prestations de télésurveillance ne font pas l'objet du présent marché.

Lieu(x) d'exécution : Les différents sites et leurs adresses au CCTP

Dispositions générales :

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans :

- Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P).

Le présent marché est régi par le CCAG Fournitures Courantes et Services, conformément à l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 2. TYPE DE MARCHE

Le présent marché n'est pas alloti mais concerne 2 sites de prestation :

- Gardiennage et surveillance du siège de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard
- Gardiennage et surveillance du Centre d'Assurance Maladie d'Alès.

Ce marché sera conclu sur la base d'un prix forfaitaire.

Toutefois, pour répondre à des besoins inhabituels et ponctuels, la C.P.A.M. du Gard se réserve le droit d'adresser au titulaire des bons de commande sans montant minimum, ni maximum établis. **En effet, lors de la survenance de plans ou périodes exceptionnelles comme la mise en place du Plan Vigipirate, il pourra être demandé au titulaire du marché de mettre à disposition de la Caisse Primaire un ou plusieurs personnels pour la réalisation de gardes statiques dans les locaux d'accueil du public.**

Dispositions relatives à l'adaptation des effectifs de sécurité dans le cadre du dispositif Vigipirate

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, notamment ses articles L. 2194-1 et suivants relatifs aux modifications du marché en cours d'exécution, et en application des réglementations en matière de sécurité (mesures Vigipirate), le présent marché prévoit la possibilité d'ajuster les effectifs de gardiennage en cas d'élévation du niveau de menace dans le cadre du dispositif Vigipirate.

Conditions de déclenchement

L'augmentation des effectifs de sécurité pourra être sollicitée par l'acheteur en cas d'activation ou de renforcement du plan Vigipirate sur tout ou partie des sites concernés par le marché.

Cette demande sera formalisée par un ordre de service écrit transmis au titulaire du marché précisant :

- Le niveau d'alerte applicable ;
- Les besoins en personnel supplémentaire ;
- La durée prévisionnelle de la mission renforcée ;
- Les sites concernés.

Le titulaire devra accuser réception de la demande sous un délai de 24 heures.

Modalités d'exécution

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les moyens humains nécessaires dans un délai de 24 heures suivant la réception de l'ordre de service, et ce conformément aux obligations suivantes :

- Mise à disposition d'agents supplémentaires qualifiés et habilités, disposant des formations réglementaires en vigueur ;
- Respect des plannings communiqués par l'acheteur ;
- Maintien des niveaux de service définis au cahier des charges.

En cas d'indisponibilité exceptionnelle d'agents qualifiés, le titulaire devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur et proposer des solutions alternatives garantissant la continuité du service.

Aspects financiers

L'augmentation des effectifs fera l'objet d'une facturation spécifique sur la base des prix unitaires définis dans le bordereau des prix du marché. Toute prestation supplémentaire fera l'objet d'un avenant ou d'un bon de commande complémentaire selon les dispositions du marché.

Les prestations supplémentaires seront facturées mensuellement avec un détail précis des heures effectuées et des sites concernés.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Assurer la disponibilité immédiate des agents requis ;

- Garantir que les agents affectés disposent des habilitations nécessaires ;
- Maintenir un registre des interventions spécifiques au dispositif Vigipirate ;
- Se conformer aux consignes spécifiques émises par les autorités compétentes.

Conformité contractuelle et réglementaire

Cette clause est mise en œuvre dans le strict respect des obligations découlant du présent marché, notamment en matière de concurrence et d'égalité de traitement des candidats. Toute activation de cette clause ne pourra en aucun cas remettre en cause l'équilibre économique du marché initial.

Résiliation et pénalités

En cas de manquement répété aux obligations définies dans la présente clause, l'acheteur pourra engager la procédure de résiliation prévue au marché, sans préjudice de l'application des pénalités de retard définies au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

D'autre part, dans le cadre d'une politique de rationalisation de son parc immobilier, la CPAM du GARD pourra être amenée, en cours de marché, à se séparer d'un ou plusieurs bâtiments qui font l'objet du type de prestations prévues au contrat ou d'emménager provisoirement dans d'autres types de locaux. Le Prestataire retenu ne pourra se prévaloir d'une quelconque indemnisation à ce titre en cas de cessation d'activité ou de transfert d'activité sur un ou plusieurs bâtiments concernés par cet abandon de prestations.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet **le 06/07/2025**. Sauf si la notification intervient après cette date.

Dans le cas où les prestations ne démarreraient pas à la date précisée ci-dessus, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit ou indemnités de quelque nature que ce soit.

Sa durée d'exécution est d'un an à compter de sa date de notification. Le marché peut être renouvelé tacitement trois fois, pour une période d'un an. Sa durée maximale est de quatre ans.

Par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant l'échéance de chacune des périodes annuelles, le Pouvoir adjudicateur pourra décider de dénoncer le marché et donc de ne pas le reconduire pour une période annuelle supplémentaire.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction tacite selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 4.1. Ordre des pièces

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement complété et signé par le soumissionnaire, selon le modèle ci-joint.
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de la Caisse Primaire, fait foi.

3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de la CPAM du Gard, fait foi.
4. Les attestations de visites des sites
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés de fournitures courantes et de services (Arrêté du 19 Janvier 2009, édité par le Journal Officiel).
6. L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
7. Le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 portant Code des Marchés Publics.

Article 4.2. Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article précédent, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CPAM du Gard et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Toutes les clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à la CPAM du Gard.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de la CPAM du Gard.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Dispositions particulières

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et à la description de l'offre du Titulaire.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître les règles de sécurité ainsi que les règlements applicables à l'exécution des prestations dont il a la charge.

5.2. Moyens d'accès

La CPAM DU GARD met à disposition du Titulaire l'ensemble des accès utiles à chacun des sites (cartes, clés, télécommandes). Les accès sont paramétrés pour la totalité des locaux et ce 24h/24 et 7j / 7.

La remise des accès se fait contre signature d'un bordereau de remise de pièces.

En cas de dysfonctionnement d'un moyen accès, le Titulaire doit le signaler immédiatement aux responsables sécurité.

Le Titulaire a la charge de sensibiliser ses équipes terrain à la déclaration de perte ou de vol des moyens d'accès aux sites.

Aussi, il est expressément interdit au Titulaire de prêter à un tiers, de reproduire ou de faire reproduire les moyens d'accès. Ces derniers demeurent la propriété exclusive de La CPAM DU GARD

Restitution des cartes d'accès

A l'issue de la période d'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à restituer par tous moyens les moyens d'accès propres à chacun des sites de La CPAM DU GARD ainsi que tous autres

éléments confiés durant l'exécution du marché dans un délai de (7) sept jours calendaires à compter de la demande écrite de La CPAM DU GARD

En cas de perte, de vol, ou de détérioration, le titulaire avisera aussitôt par mail les responsables de sécurité des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une pénalité retenue sur facturation conformément à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

5.3. Réunions

Le Titulaire s'engage à se rendre à toute réunion prévue au CCTP ou à laquelle il sera convoqué par le pouvoir adjudicateur.

Toute absence, sans en avertir la pouvoir adjudicateur, à une réunion pour laquelle il a été convoqué, sera sanctionnée par les pénalités visées à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins exprimés par la CPAM DU GARD, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution.

Il prend toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière, pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations.

Le Titulaire a la responsabilité de fournir la prestation attendue en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques des C.C.T.P.

6.1. Interventions sur site

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R.4515-1 à R.4514-8, R.4514-9 et R.4514-10 du Code du travail.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites, lorsqu'il s'agit des sites de la CPAM DU GARD.

Le Titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par la CPAM DU GARD.

Le Titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de la prestation.

Le Titulaire veille à prendre toutes les précautions en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la CPAM DU GARD et pour les tiers.

Il demeure responsable des accidents du fait de son personnel et il est tenu, en outre, de garantir la CPAM DU GARD de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le Titulaire est tenu de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de la CPAM DU GARD (règlement intérieur, chartes utilisateurs/de bonnes conduites, etc.). Les documents applicables au sein de l'Organisme sont communiqués au Titulaire à sa demande.

6.2. Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité et de respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (cf. article « obligation de confidentialité » du présent C.C.A.P.).

Le Titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par l'ensemble de son personnel, le secret le plus absolu concernant les informations et documents auxquels il pourra avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché. Il prendra toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations. Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6.3. Obligations de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans le présent marché et est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

Le Titulaire ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en démontrant que l'inexécution résulte d'un cas de force majeure ou du fait de la CPAM DU GARD. La charge de la preuve repose sur le Titulaire.

La force majeure s'entend au sens de l'article 1218 du Code civil.

6.4. Communication des incidents

Toute anomalie, qu'elle soit d'ordre matériel et/ou fonctionnel et/ou organisationnel, doit être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur. L'information doit être transmise par voie téléphonique avant d'être confirmée par écrit.

Le Titulaire s'engage à prévenir la CPAM DU GARD, sans délai, en cas de survenance d'une défaillance imprévisible avant le démarrage de la prestation

Le non-remplacement du personnel dans les 2 heures suivant le signalement pourra entraîner des pénalités prévues au C.C.A.P.

En cas de non-respect, la CPAM DU GARD se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent document.

6.5. Reprise du personnel

Le Titulaire est soumis à l'obligation de reprise du personnel affecté à l'exécution du précédent marché dans les conditions prévues par l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel et avenant du 28 janvier 2011, attaché à la convention collective nationale des entreprises de prévention et sécurité du 15 février 1985 par arrêté du 25 juillet 1985.

Il garantit la continuité des contrats de travail et du maintien de l'emploi des salariés affectés à ce marché conformément aux dispositions des articles L1224-1 du code du travail.

Le titulaire entrant devra donc se rapprocher de son prédécesseur pour régler la question de la reprise du personnel (cf. Annexe 1 au CCAP).

L'attributaire entrant s'engage à :

- Reprendre l'ensemble des salariés affectés au marché selon les conditions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.
- Maintenir les conditions de travail essentielles prévues dans les contrats individuels (rémunération, ancienneté, durée du travail, classification conventionnelle).
- Respecter les délais de mise en œuvre fixés par la réglementation en vigueur et organiser des réunions d'information avec les salariés repris.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler le respect de la présente clause en exigeant des justificatifs de la bonne exécution de la reprise des effectifs.

Le non-respect de ces dispositions règlementaires et conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41.1 du CCAG fournitures courantes et services (FCS).

A l'expiration du présent marché, le titulaire s'engage à remettre au Pouvoir Adjudicateur, tous les renseignements relatifs au personnel affecté au marché.

Le Titulaire garantit l'exécution des prestations définies, conformément à son offre technique acceptée par la CPAM DU GARD et s'engage à mettre à disposition les profils de compétence proposés dans son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le Titulaire met en œuvre pour son marché, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires. Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

ARTICLE 7. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

Les prestations faisant objet du marché seront réglées par application des prix renseignés dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement (Bordereau de prix).

N.B : les prix unitaires indiqués dans l'annexe 1 précitée seront appliqués aux quantités réellement exécutées

Article 7.1. Conditions économiques d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt des offres.

Ce mois est appelé M0

Article 7.2 Contenu des prix

Les prix sont précisés en euros (€), hors taxes H.T et toutes taxes comprises T.T.C.

Ces prix sont réputés complets, en ce sens qu'ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements, de la logistique, des assurances, les logiciels et formations.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire, qui n'aurait pas été mentionné dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont conclus fermes pour la première année d'exécution du marché.

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres finales soit AVRIL 2025. Les prix sont également réputés fermes pendant les douze premiers mois suivant la prise d'effet du marché.

Au-delà de cette période, les prix deviennent révisables à chaque date anniversaire du marché.

Les indices de référence choisis pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

ICHTrev = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565196

Lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196>

BtoB-SSP = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée, Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes
Identifiant 010766457

Lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766457>

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_o * [0,15 + 0,50 * (ICHTrev / ICHTrev_o) + 0,35 * (BtoB-SSP / BtoB-SSP_o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix de base (mois 0 Mo)

ICHTrev = dernière valeur parue de l'indice susvisé, à la date de la demande de révision des prix

ICHTrev o = valeur de ce même indice au mois 0 (zéro)

BtoB-SSP = dernière valeur parue de l'indice susvisé, à la date de la demande de révision des prix

BtoB-SSP O = valeur de ce même indice au mois 0 (zéro)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux (2) décimales.

Conformément à la clause de réexamen prévue au présent CCAP, en cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte cette modification par voie d'avenant. Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre la CPAM DU GARD et le titulaire.

Le titulaire du marché transmet, par tout moyen, à la CPAM du GARD, les prix révisés accompagnés du calcul réalisé pour les obtenir. Cette demande devra être adressée au plus tard 1 mois avant la date d'application de la révision des prix.

L'envoi par mail devra se faire à l'adresse suivante : logistique.cpam-gard@assurance-maladie.fr

Pour l'envoi par courrier, la LRAR devra être adressée à :

CPAM DU GARD
Service logistique
14 rue du cirque romain
30921 NIMES cedex 9

En l'absence d'une demande écrite (mail ou courrier) du titulaire, les derniers prix en vigueur continueront à s'appliquer, sans que le titulaire puisse prétendre à une révision avant la périodicité de révision suivante prévue au contrat. La révision ne pourra être rétroactive.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après accord écrit de la CPAM du GARD.

Article 7.3 clause de sauvegarde

Dans le cas d'une variation tarifaire de plus de 5% par rapport au prix initial, l'acheteur se réserve la possibilité de :

- Refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché par LRAR pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.
- D'appliquer la clause de réexamen prévue au présent CCAP

7.4. Clause butoir

L'évolution du prix résultant de l'application de la formule de révision indiquée à l'article 10 du présent CCAP ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 5% entre deux années d'exécution successives.

7.5. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit une clause de réexamen applicable à l'ensemble du marché.

Le résultat du réexamen sera formalisé par un avenant.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT

Article 8.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être respectivement versé au prestataire de services et à ses sous-traitants.

Article 8.2 Facturation

Les versements seront effectués à terme échu mensuellement par virement sur présentation d'une facture déposée sous CHORUS PRO.

Numéro de SIRET : 77557965900019

Désignation : CPAM DU GARD

La facture indiquera notamment et lisiblement :

- Le numéro du marché mentionné sur l'Acte d'Engagement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le nombre de passage par site ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- Le détail des prestations facturées ;
- La date de la facture ;
- Le prix, hors TVA, le montant de la TVA et son taux, et le prix TTC

L'ensemble de ces éléments sont à mentionner lisiblement sur chaque facture concernée.

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les services de la CPAM DU GARD. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique.

Périodicité des factures

Les factures sont établies par site et mensuellement à terme échu.

- Une facture mensuelle par site pour les prestations récurrentes
- Une facture mensuelle par site pour chaque prestation occasionnelle

Une facture ne doit concerner qu'un seul bon de commande.

Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Règlement différé ou abattements sur facture

Pour les cas où la prestation ne serait pas conforme aux clauses techniques particulières, la CPAM du Gard se réserve le droit :

- De différer le règlement tant que satisfaction ne lui aura pas été donnée, ou en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises

Cette liste de cas, doit être considérée comme étant non exhaustive.

- D'opérer des abattements sur les factures.

ARTICLE 9. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Article 9.1. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

Article 9.2. Avances

Article 9.2.1. Avance forfaitaire

Pour tout bon de commande supérieur à 20 000 euros, une avance forfaitaire pourra être allouée, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Article 9.2.2. Autres avances

Aucune avance autre que l'avance forfaitaire ne sera accordée.

Article 9.2.3. Acomptes

Conformément aux dispositions du Nouveau Code des marchés Publics, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

ARTICLE 10. SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-13 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique. **La sous-traitance totale du marché est interdite.**

Par dérogation à l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, l'entreprise qui entend exécuter un contrat ou un marché relevant de l'une des activités de surveillance humaine ou de gardiennage de biens meubles ou immeubles mentionnées aux 1° et 1° bis de l'article L. 611-1 du présent code ne peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution que d'une partie des prestations de son contrat ou marché.

L'exécution de ces prestations ne peut être confiée qu'à des sous-traitants de premier et de deuxième rang.

La sous-traitance de second rang est soumise à une double condition mentionnée à l'article L. 611-1 du code de sécurité intérieure à savoir :

- Justifier de l'absence d'un savoir-faire particulier, du manque de moyens ou de capacités techniques ou d'une insuffisance ponctuelle d'effectifs
- Soumettre la justification précitée à la validation de l'entrepreneur principal ayant contracté avec le donneur d'ordre. L'entrepreneur principal vérifie qu'elle n'est pas manifestement infondée.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

En application de l'article L2193-7 du CCP, le soumissionnaire ou le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le pouvoir adjudicateur, le sous-traitant et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée concomitamment au dépôt de l'offre par le candidat au marché public, celle-ci doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée après la notification du marché public, celle-ci doit contenir :

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- un RIB
- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant

Déclaration tardive de sous-traitance

Est considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au Pouvoir adjudicateur en deçà des 15 jours précédant le début d'intervention du sous-traitant.

Toute déclaration tardive d'un sous-traitant peut donner lieu à l'application de pénalités.

Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CPAM DU GARD, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975, le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit. Toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite.

Le titulaire du marché reste entièrement responsable de l'exécution du marché, même en cas de sous-traitance. En aucun cas, la sous-traitance ne dégage le titulaire de ses obligations contractuelles envers l'acheteur. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et s'assure que le sous-traitant respecte toutes les obligations imposées par le contrat.

ARTICLE 11. PENALITES

Modalités d'application des pénalités

L'application de pénalités est notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision.

Pénalités de retard

Lorsque la CPAM DU GARD envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la nature des retards ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Ces dernières seront retenues lors du paiement des prestations du mois suivant la date de constatation du retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités applicable figure dans le tableau ci-dessous.

Au-delà de 30 jours calendaires de retard, le marché est résiliable de plein droit, aux torts du Titulaire et après mise en demeure préalable.

La non-application des pénalités de retard s'impose lorsque le retard est justifié par des circonstances qualifiables de cas de force majeure. La force majeure s'entend d'un événement extérieur, imprévisible et irrésistible.

Application

L'ensemble des pénalités, et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS pour les pénalités de retard, sont cumulables dans la limite de 25% du montant total HT du bon de commande.

De plus, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités inférieures à 1 000 € HT.

Les pénalités commencent à courir au lendemain du jour suivant le dépassement du délai imparti.

Tous les jours sont pris en compte dans le calcul des pénalités. Toutes les pénalités sont établies hors taxes et ne sont pas révisables.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Dans le cas où le cumul des pénalités venait à atteindre le montant du bon de commande HT, La CPAM DU GARD se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

	Libellé	Montant HT	Remarques
Défaut de Continuité de service Pénalités Cumulables si concernent plusieurs agents intervenants sur un même manquement	Absence ou retard constaté entre 15 min et 1h	15€	Cette sanction n'est pas cumulative avec la suivante
	Absence ou retard constaté > à 1h et pour toute nouvelle heure entamée	30€ par heure de retard	Cette sanction n'est pas cumulative avec la précédente.
	Abandon de poste / départ anticipé avant l'heure de fin de sa prestation Non continuité de service	200€ par départ anticipé / abandon	Absence constatée : poste inoccupé à la suite d'absence d'agent non prévue et non justifiée ; départ du site sans attendre sa relève
	Défaut de remplacement d'un agent absent dans le délai prévu au marché	200€ par défaut	Cf délai fixé le CCTP
	Absence / Défaut du respect du délai de mise en place de prestations de mesures conservatoires	200€ par manquement	Le prestataire peut être amené à mettre en place, dans un délai de 2h maximum, une prestation de mesures conservatoires
	Défaut d'exécution de prestation de levée de doute	80€ par manquement	Pour chaque prestation de levée de doute non exécutée ou absence de rapport non justifiée ou levée de doute partiellement effectuée. Délai d'une heure à compter de l'appel
Défaut de respect des consignes	Non-respect des consignes permanentes du site	100€ par constat / site	Le défaut d'exécution pourra être constaté par un contrôle du pouvoir adjudicateur à tout moment et sans que le titulaire ne soit averti de ce contrôle au préalable. Sur la base des attentes exprimées par l'acheteur.
	Intervention de personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation ou demandée par l'acheteur	500€ par manquement	
	Non-respect des qualifications requises pour la tenue des postes	100 € par manquement	A la demande de l'acheteur, le prestataire est à même de produire les justifications d'usage concernant les qualifications et les formations des personnels affectés sur le site
Défaut de réalisation des formations	Formation réglementaires	200€ par agent/formation	
	Formation initiale sur site (au poste et au site)	150€ par agent	Cf. CCTP
	Non remise de la liste du personnel dans les 15 jours suivant le démarrage de la prestation	100€ par manquement	A compter du signalement de la CPAM DU GARD
	Absence ou retard dans la	100€ par	A compter du signalement de

Défaut de remise des documents	transmission des documents contractuels sous 15 jours maximum après la notification du marché (carte pro, attestations de formations, recyclages...)	manquement	la CPAM DU GARD
	Non actualisation de la liste du personnel	50€ par manquement	A compter du signalement de la CPAM DU GARD
	Non information en cas de remplacement temporaire ou définitif d'une personne affectée à l'exécution des prestations	50€ par manquement	Le Titulaire devra informer par écrit la CPAM DU GARD 15 jours à l'avance
	Non communication du planning mensuel dans les délais convenus	50€ par constat	A minima 1 semaine avant le 1er de chaque mois 48h avant la prise de poste de l'agent concerné.
	Défaut ou incomplétude de tenue de la main courante,	50€ par constat	
Défaut de tenue	Défaut de tenue de travail adapté	50€ par défaut constaté	Dans la limite d'un constat par jour et par agent
	Non signalement de la perte d'un moyen d'accès	50€ par moyen d'accès	
Autres	Absence de l'interlocuteur dédié ou son suppléant aux réunions de suivi programmées	100€ par réunion	Si absence non justifiée
	Non restitution d'un moyen d'accès en fin de marché / Perte d'un moyen d'accès	50€ par moyen d'accès	Et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées ou lecteurs d'accès
	Mauvais comportement d'un agent : toute attitude de laisser aller, d'agressivité, toute tenue incomplète ou négligée	50€ par constat	En cas de débordement avéré, de comportement inacceptable d'un agent du Titulaire, la CPAM DU GARD s'arroe la faculté de demander, à tout moment et sans délai ni préavis, le retrait de cet agent
	Pénalités pour travail dissimulé	Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 1 000 €	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le présent CCAP La CPAM DU GARD se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans que celui ne puisse prétendre à une indemnisation, si ce dernier ne régularise pas sa situation au regard des formalités prévues par le Code du Travail
	Déclaration tardive d'un sous-traitant	50€ par manquement	Toute déclaration parvenant au Pouvoir adjudicateur en deçà des 15 jours précédant le début d'intervention du sous-traitant

ARTICLE 12. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le prestataire doit justifier avec sa candidature qu'il bénéficie des assurances demandées, en cours de validité.

Il s'engage à demeurer couvert par ces assurances pendant toute la durée d'exécution du marché et doit être en mesure de produire les attestations correspondantes sur simple demande de la CPAM du GARD et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de la CPAM DU GARD.

En application de l'article 8 du CCAG FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire

ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S., la CPAM DU GARD se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché public pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du marché. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans le cas où le cumul des pénalités venait à atteindre le montant forfaitaire HT, la CPAM DU GARD se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE

Les conditions et les modalités de résiliations applicables au marché sont prévues au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

Résiliation aux torts du Titulaire

Outre les cas prévus l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation du marché peut être prononcée de façon unilatérale et sans indemnité, en cas :

- de non-respect des dispositions contractuelles prévues au présent C.C.A.P. et aux C.C.T.P
- de retards répétés non justifiés cumulés sur une période d'un mois et en cas de non application des tarifs contractuels ;
- de non-respect de l'obligation de confidentialité ;
- de manquements aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;

- d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Modalités de résiliation

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire lui est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par la CPAM DU GARD, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, la CPAM DU GARD exige la réalisation de toutes les prestations en cours d'exécution.

Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du Titulaire, pour un motif d'intérêt général, en respectant un préavis de deux mois avant la date d'effet souhaitée.

ARTICLE 15. PRODUCTIONS PERIODIQUES DU TITULAIRE

Par application des dispositions des articles L.8222-1 et D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire devra fournir à la CPAM DU GARD, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations de régularité fiscale et demandés, ci-après :

- une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal ou auprès de leur service des impôts gestionnaire (document annuel, à ne fournir qu'une fois en début de période) ;
- une attestation sociale, dite de vigilance, disponible en ligne sur le site de l'Urssaf.

Des pénalités peuvent être infligées par la CPAM du GARD au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Adresse et périodicité des transmissions :

Les documents devront être envoyés à l'adresse électronique suivante : logistique.cpam-gard@assurance-maladie.fr

La transmission des documents aura lieu pour chaque année civile :

- Pour le premier semestre Remise au plus tard le 1er février
- Pour le second semestre Remise au plus tard le 1er juillet

A défaut de réception et sans explication de cette absence, la CPAM DU GARD pourra adresser une mise en demeure au titulaire avec un délai de vingt (20) jours calendaires pour transmettre le document. En cas de mise en demeure infructueuse, le titulaire encourt la résiliation du contrat sans versement d'indemnité.

ARTICLE 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 17. CESSIION DU MARCHE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de la CPAM du Gard sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

Dans la mesure du possible, cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La CPAM du Gard se réserve le droit de refuser le changement de titulaire.

Le nouveau titulaire devra attester n'avoir fait l'objet d'aucune interdiction de concourir.

ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES

- Toute difficulté, dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit commun.
- Le Tribunal compétent sera le TGI de MARSEILLE.